

**MAROC : FICHE PAYS – JUIN 2023**



Catégorie OCDE (2023) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+ / Ba1 / BB+

Change : Dirham Marocain (MAD) / Régime de change ancré (40 % USD / 60 % EUR)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Bonnes relations commerciales avec les pays africains
- Diversification des exportations
- Forte attractivité pour les investissements étrangers
- Solidité du système bancaire

**FAIBLESSES**

- Economie dépendante du secteur agricole
- Risque social élevé (chômage et disparités régionales)
- Fragilité de la nouvelle coalition
- Faible productivité de la main d'œuvre

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : En 2022, la sécheresse et l'inflation élevée (+6,6 %) ont contribué à une faible croissance du PIB à +1,1 %. En 2023, une meilleure campagne agricole favoriserait un rebond de la croissance (près de +3 %), mais l'activité hors secteur agricole devrait décélérer. A moyen terme, la croissance devrait être portée par le dynamisme des investissements privés stimulés par le Fonds d'investissement Mohammed VI et la Nouvelle Charte des investissements.
- Vulnérabilité des comptes publics : Malgré les mesures de refonte des tranches d'imposition, les dépenses liées aux nouvelles mesures anti-inflation maintiendraient le déficit public à un niveau élevé (-4,9 % du PIB en 2023, selon le FMI). L'endettement public se stabiliserait autour de 68 % du PIB. Le niveau de risque souverain reste modéré à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : En 2023, le ralentissement de la Zone Euro constitue un point d'inquiétude pour les exportations. La baisse des prix des matières premières permettrait en revanche de réduire la facture d'importation et le déficit courant (-3,7 % du PIB selon le FMI) tout en contribuant au redressement des réserves de change ainsi qu'à la stabilité du MAD. L'obtention d'une ligne de crédit modulable (LCM) par le FMI devrait faciliter l'accès aux liquidités étrangères en rassurant les investisseurs.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire se montre résilient malgré le ralentissement de l'activité économique comme en témoigne la stabilisation du niveau de prêts non performants depuis 2021 (8,5 %, un niveau qui est élevé). Le ratio de capitalisation des banques est élevé (Ratio Core Tier 1 à 11,8 %).

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : Le conflit sur le statut de la région du Sahara occidental continue d'être une source de risque pour le Royaume. Si les relations diplomatiques se renforcent avec l'Espagne, celles avec la France se dégradent et les tensions restent vives avec l'Algérie. Par ailleurs, le chômage et une inflation élevée alimente le risque social.
- Climat des affaires : Les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale restent peu favorables et révèlent des fragilités (corruption persistante, manque de liberté d'expression).

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Le Maroc présente une grande vulnérabilité face au changement climatique (stress hydrique, risque d'érosion, hausse des températures) et œuvre pour renforcer sa résilience. Le pays dispose de ressources solaires importantes lui permettant de produire plus de 18 % de son électricité en utilisant des énergies renouvelables.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2015 et 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Espagne	24,0%	1 Espagne	15,7%
2 France	19,9%	2 France	12,3%
3 Etats-Unis	4,4%	3 Chine	9,3%
4 Italie	4,2%	4 Etats-Unis	7,1%
5 Inde	3,5%	5 Italie	5,5%

**Principaux produits échangés**

Part des échanges de marchandises en 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
Machines élec.	18,1%	Combustibles	15,5%
Véhicules	13,1%	Machinerie méca.	11,1%
Fertilisants	9,9%	Véhicules	10,0%
Vêtements	8,3%	Machines élec.	9,6%
Métaux précieux	4,9%	Plastiques	4,3%

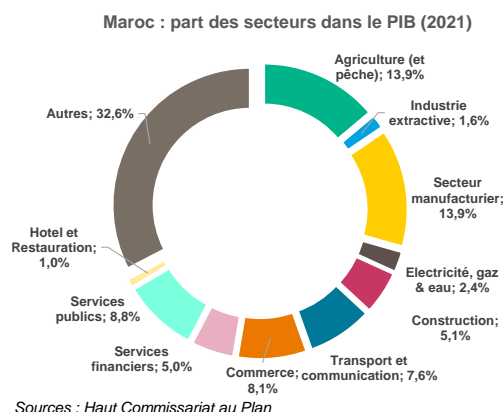
Sources : CNUCED

Sources : ITC

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAROC	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)*	129	121	143	138	139	147
<i>Rang PIB mondial</i>	61	60	61	59	59	59
Population (Mns)*	35,6	36,0	36,3	36,7	37,0	37,4
<i>Rang Population mondiale</i>	40	40	40	39	39	40
PIB / habitant (USD)*	3 623	3 375	3 934	3 765	3 749	3 936
Croissance PIB (%)	2,9	-7,2	7,9	1,1	3,0	3,1
Inflation (moyenne annuelle, %)**	0,2	0,6	1,4	6,6	5,5	3,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	70,9	69,9	71,9	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	60,3	72,2	68,9	68,8	68,3	68,4
Solde public (% PIB)	-3,6	-7,1	-5,9	-5,1	-4,9	-4,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	9,9	9,3	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-3,4%	-1,2%	-2,3%	-4,3%	-3,7%	-3,5%
IDE (% du PIB)*	0,6%	0,8%	1,2%	1,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	6,8	10,6	8,0	5,9	5,7	5,5
Dette extérieure totale (% PIB)	43%	54%	46%	48%	46%	44%
Dette extérieure CT (% PIB)	6,7%	6,7%	6,4%	NA	NA	NA
Taux de change**	9,59	8,9	9,3	10,2	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés**	15,6	15,7	15,8	NA	NA	NA
Taux de NPL**	7,6	8,4	8,5	8,5	NA	NA
ROE**	9,4%	4,8%	8,3%	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	133	128	134	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	61	53	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	57	51	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	4	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2023), \*Banque Mondiale, \*\*Bank Al Maghrib, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch



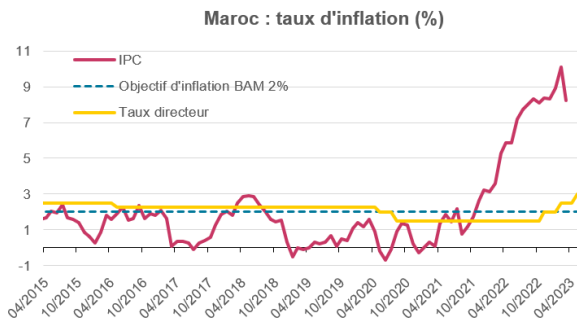


# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Fort ralentissement de l'activité en 2022

En 2021, le Maroc a connu un fort rebond de son activité économique (+7,9 %), après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et la sécheresse (-7,2 %), grâce à la reprise soutenue de la demande interne.

Touchée par une nouvelle vague de sécheresse et une inflation élevée, la croissance du PIB marocain a été très faible en 2022 (+1,1 %). La sécheresse a entraîné une chute des récoltes de blé de 66 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, la valeur ajoutée du secteur agricole s'est contractée de -15 % en 2022. Des tensions à la hausse sur les prix à la consommation (+6,6 % en m.a) ont également contribué au ralentissement de l'activité économique, l'inflation alimentaire étant particulièrement élevée au S2 2022 (+12,3 % en g.a).



Source : Haut Commissariat au Plan

Toutefois, le rebond du tourisme<sup>1</sup> à la suite de la réouverture du pays en début d'année et les envois de fonds de travailleurs étranger (8 % du PIB en 2021) ont permis de soutenir la consommation privée et d'atténuer les effets de la perte de pouvoir d'achat des ménages liée à l'inflation. Par ailleurs, les exportations se sont montrées résilientes en 2022, + 27,7 % en g.a selon le FMI, ce qui a contribué positivement à la croissance du PIB. Le fort niveau d'investissement dans le développement de l'industrie mais aussi dans la santé et l'éducation, ainsi que la hausse des IDE (principalement vers le secteur de l'immobilier et l'industrie manufacturière) de +8,2 % en 2022 ont également soutenu la croissance économique.

## • Redressement de la croissance en 2023

En 2023, la croissance du PIB devrait rebondir et atteindre entre +3 % et +3,5 % selon les différents instituts de prévision. Les précipitations enregistrées durant la saison 2022/2023 ont permis au pays d'éviter un nouvel épisode de sécheresse. Le secteur agricole étant un secteur clé pour le Maroc (11% du PIB, 33 % de

l'emploi), le rebond des activités agricoles soutiendrait l'activité du pays. Néanmoins, la croissance du PIB hors secteur agricole devrait décélérer de + 3,2 % en 2022 à + 2,5 % selon la Banque Mondiale. Au vu du poids de la Zone euro (66 % des exportations), le ralentissement de l'activité économique l'affectant en 2023 constitue un point d'inquiétude pour les entreprises exportatrices marocaines, très sensibles à l'évolution de la demande européenne.

L'inflation devrait rester à un niveau élevé en 2023 (+5,5 % selon la Bank Al-Maghrib (BAM)). Cette prévision paraît cependant optimiste aux vues de la dynamique actuelle<sup>2</sup>. La BAM a entrepris un resserrement jusqu'à présent modéré de sa politique monétaire en augmentant de 150 pbb le taux directeur depuis juillet 2022 (à 3 %), mais ses dernières communications laissent présager de nouvelles hausses de taux à venir. La mise en place par le gouvernement de mesures anti-inflation (cf. Partie 2) pourrait limiter l'impact sur la consommation privée, qui continuerait d'être soutenue par les envois de fonds des expatriés.

## • Un secteur bancaire résilient

Le secteur bancaire marocain entreprend depuis plusieurs années une expansion à l'international (15 % de l'encours de crédit portent sur des contreparties non-résidentes, principalement en Afrique subsaharienne ce qui constitue un canal de risque). Les prêts non performants (NPL) représentent 8,5 % des prêts en 2022, un niveau élevé mais constant depuis 2021 et ce malgré la fin des mesures de report de remboursement, preuve de la résilience du système bancaire face au ralentissement de la croissance. Selon le FMI le taux de provisionnement des NPL serait par ailleurs satisfaisant (67 %) et la capitalisation des banques reste à un niveau très élevé (Ratio Core Tier 1 à 11,8 %).

## • Perspectives à moyen terme

La croissance du PIB marocain s'établirait à +3,2 % par an en moyenne d'ici 2028 selon le FMI. L'activité serait principalement portée par l'investissements privé, grâce aux activités du Fonds d'investissement Mohammed VI<sup>3</sup>. La nouvelle charte des investissements, opérationnelle depuis mars 2023, devrait également stimuler les investissements privés. L'Etat financerait sous forme de subventions jusqu'à 30 % de projets industriels, sous certaines conditions<sup>4</sup>. L'objectif est de faire passer la part des investissements privés à 60 % PIB d'ici 2035, contre 29 % actuellement.

En revanche, les faiblesses structurelles, telles que le taux de chômage élevé (12,9 %), le poids de l'économie

<sup>1</sup> +192 % par rapport à 2021 avec plus de 11 millions d'arrivées (84 % du niveau d'arrivées pré-pandémique)

<sup>2</sup> Sur les 4 premiers mois de l'année, l'inflation s'élève à plus de +8 % sur un an en moyenne.

<sup>3</sup> Le fonds Mohammed VI contribuerait à d'offrir des solutions de financement sous forme de fonds propres aux entreprises des secteurs de de l'industrie, de l'innovation et des activités à fort potentiel de croissance, de l'agriculture et du tourisme.

<sup>4</sup> Les projets éligibles devront créer au moins 150 emplois permanents ou bien investir 50 mlns de DAM et créer au minimum 50 emplois permanents. Ces projets doivent également générer une activité dont le taux d'intégration locale dépasse 20 % pour le secteur agroalimentaire et 40 % pour les autres secteurs.



informelle (estimé à 30 % du PIB selon la BAM), la forte dépendance au secteur agricole en matière d'emploi, pourraient peser sur l'évolution des revenus de la population et ainsi limiter l'expansion de la consommation privée.

Toutefois, les différents programmes implémentés par le royaume constitueraient un axe d'amélioration majeur. Le programme Hawrach2, la continuité du programme Hawrach, comprend différentes mesures comme le versement d'une prime d'appui à l'emploi pour les employeurs, ou encore la formation des non diplômés éligibles au programme. Plusieurs chantiers de grandes et petites envergures d'appui à l'emploi durable seront également mis en place. Par ailleurs, le programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et Irrigation 2020-2027 (cf. Partie 5) renforcerait les perspectives du secteur agricole. Le Plan d'accélération industrielle 2021-2025 visant à accélérer le développement d'une industrie performante à l'échelle nationale à travers le développement de la recherche et de l'innovation ou encore l'adoption de nouveaux modes de production devrait permettre de générer des emplois, accroître la part de l'industrie dans le PIB et améliorer l'attractivité du pays pour les investissements étrangers.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

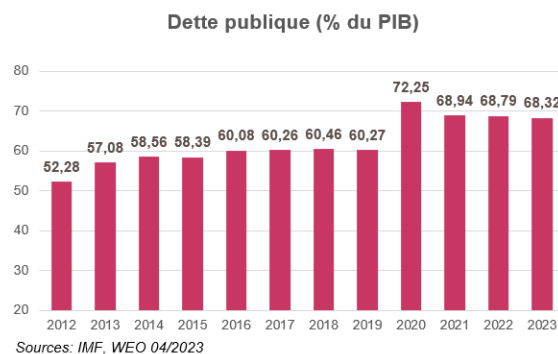
- **Un déficit public toujours élevé**

En 2022, le déficit public reste élevé (-5,1 % du PIB) Selon le ministère des finances, les mesures exceptionnelles de lutte contre l'inflation<sup>5</sup> ont coûté près de 40 Mds MAD en 2022 (3 % du PIB).

En 2023, le solde public devrait être à nouveau déficitaire à -4,9 % du PIB, selon le FMI. Le gouvernement s'est lui fixé à la cible d'un déficit à -4,5 % du PIB. La réduction du nombre de tranches d'imposition sur les sociétés prévue en 2023 devrait générer des recettes fiscales supplémentaires pour le Royaume. Cependant, les dépenses devraient rester importantes afin de soutenir l'activité économique. La persistance de l'inflation a récemment conduit le gouvernement à mettre en place de nouvelles mesures anti-inflation telles que la suspension de la TVA sur les produits agricoles et des droits d'importations sur le bétail. Par ailleurs, le gouvernement a demandé l'autorisation au Parlement d'augmenter de 10 Mds MAD son budget afin de réaliser des investissements dans des secteurs clés tels que l'eau et le tourisme. Tous ces éléments contribueraient à un déficit budgétaire plus important que prévu.

- **Vers une stabilisation de la dette publique**

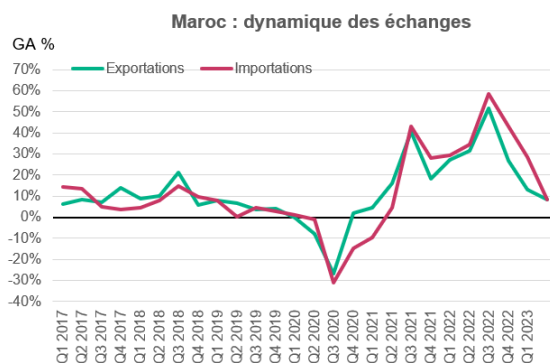
En 2020, l'endettement public a atteint 72,2 % du PIB avant de diminuer et se stabiliser à près de 69 % du PIB. Libellée à 75 % en monnaie locale, à 76 % détenue par des résidents, la structure de la dette ne présente pas de risques importants à ce stade. Par ailleurs, la dette obligatoire dispose d'une maturité moyenne longue (5,2 ans).



## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Réduction du déficit en 2023**

En 2022, le déficit courant s'est creusé à -4,3 % du PIB. La hausse du prix de l'énergie et des denrées alimentaires et la nécessité d'importer après les mauvaises récoltes de 2022 ont largement contribué à la dégradation du déficit courant. Néanmoins, la hausse de +43,9 % des exportations de phosphates et ses dérivées ainsi que la reprise des activités touristiques ont limité la détérioration de la balance courante.



En 2023, le déficit courant devrait se réduire à -3,7 % du PIB selon le FMI. La baisse du prix des matières premières permettrait de réduire la facture des importations. Le ralentissement attendu de la Zone Euro devrait toutefois peser négativement sur les exportations, particulièrement en fin d'année. Les exportations de phosphates devraient ralentir après leur fort essor de 2022. Les perspectives s'annoncent favorables<sup>6</sup> pour le secteur de l'automobile et pourraient soutenir les exportations. La Zone Euro constitue la principale zone de provenance des touristes (55 %) et

<sup>5</sup> En 2022 le gouvernement notamment a subventionné à hauteur de 22 mds de MAD le gaz de butane, augmenté le salaire minimum de 15 % dans le secteur agricole, revalorisé les retraites ou encore alloué 2 Mds MAD aux transporteurs pour assurer la stabilité du coût des transports pour les citoyens et les marchandises.

<sup>6</sup> La demande externe serait résiliente et la production augmenterait avec l'ouverture d'un site de production en juin 2023.





d'envois de fonds des expatriés (80 %) ce qui pourrait être source d'inquiétude compte tenu de son ralentissement. Néanmoins, les chiffres du T1 du tourisme (+ 19 % d'arrivées par rapport au T1 2019) et des envois de fonds des expatriés (+16 % en g.a) sont positifs. Ces deux éléments pourraient ainsi contribuer à la réduction du déficit courant.

- **Inquiétude sur les réserves de change**

En 2022, le MAD a pâti de l'appréciation de l'USD et du creusement du déficit courant, enregistrant des pressions baissières face à son panier de devise de référence<sup>7</sup> sur les trois premiers trimestres avant de se redresser au T4 2022 et au S1 2023.

Le creusement du déficit courant ainsi que l'appréciation de l'USD ont contribué à l'importante baisse des réserves de change du Royaume en 2022. Les réserves sont ainsi passées de 7 mois d'importations en 2021 en à 4,7 mois d'importations fin 2022, renforçant l'inquiétude sur le niveau de vulnérabilité externe. Depuis, le Maroc a validé avec la FMI un accord pour bénéficier d'une ligne de crédit modulable (LCM) d'un montant de 5 Mds d'USD. Alors que les autorités ont signalé percevoir cet accord comme une mesure de précaution, la possibilité de tirer sur cette ligne de crédit devrait renforcer la confiance des investisseurs envers l'économie marocaine et rassurer quant à l'évolution future des réserves de change.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Contexte social toujours tendu**

En 2022, plusieurs mouvements de protestations contre la hausse des prix des produits alimentaires se sont tenus dans les grandes villes du Maroc. Le pic d'inflation alimentaire à +20 % en g.a. de février 2023 a alimenté les tensions sociales et généré de nouvelles vagues de protestations à travers le pays. Bien que les mesures anti-inflation prises par le gouvernement permettent d'apaiser les tensions, le niveau de risque social reste non négligeable. En effet, le pays est particulièrement touché par le chômage (12,9 % en 2022), notamment chez les jeunes (32 % en 2022), ce qui accentue les risques d'instabilité sociale.

- **Statut conflictuel du Sahara occidental**

Le conflit qui oppose depuis des décennies le gouvernement et le Front Polisario au sujet du statut de la région du Sahara occidental continue d'être une source de risque pour le Maroc. Le Royaume rejette toute éventualité de référendum sur l'indépendance. 30 ans après la signature du cessez-le feu de 1991, la zone tampon de Guerguerat a été le lieu de combats fin 2020. Les tensions au niveau de la frontière devraient perdurer. En mars 2022, le gouvernement espagnol a apporté pour

la première fois son soutien au projet marocain d'autonomie pour le Sahara occidental, renforçant les relations entre Rabat et Madrid.

Les différends entre l'Algérie et le Maroc restent importants. En août 2021, l'Algérie a annoncé de manière unilatérale la fermeture du gazoduc Maghreb-Europe. Cette décision a privé le Maroc du gaz algérien qui couvrait 97 % de ses besoins. Le Maroc achète désormais le gaz algérien par l'intermédiaire de l'Espagne, toujours desservi par un autre gazoduc. Les discussions avec l'Algérie semblent dans l'impasse. Le risque d'un conflit militaire reste faible à ce stade.

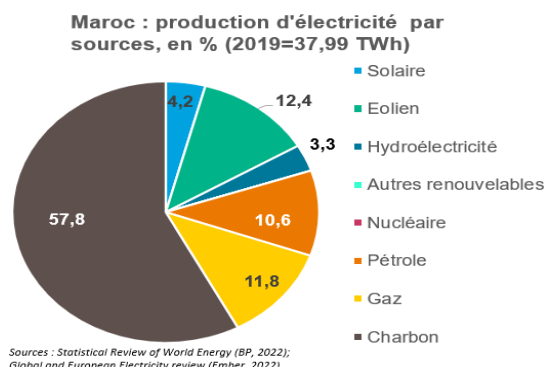
Les relations diplomatiques du pays avec la France se sont également dégradées ces derniers mois. La volonté de régulation des visas par la France, le positionnement français sur la question du Sahara et l'affaire d'espionnage par le biais du logiciel Pegasus dans laquelle le gouvernement marocain est mis en cause ont créé des tensions entre les deux pays.

- **Faiblesses des indicateurs de gouvernance**

Les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale sont médiocres et en recul, notamment concernant la liberté d'expression et la corruption<sup>8</sup>.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Classé 51<sup>ème</sup> au classement ND GAIN (sur 182), le Maroc présente un niveau de risque physique modéré à élevé, avec des fragilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Le programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et Irrigation 2020-2027, dont le budget a récemment été augmenté à 14,3 Mds d'USD, vise à réduire la vulnérabilité du pays et du secteur agricole à l'évolution des conditions climatiques. Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), 93 Mds d'USD seraient nécessaires d'ici 2030 pour répondre aux défis du changement climatique.



Le Maroc dispose de ressources solaires et éoliennes parmi les plus importantes au monde ce qui lui permet de produire plus de 18 % de son électricité via des sources d'énergies renouvelables. Néanmoins la production électrique est encore très largement d'origine

<sup>7</sup> Le régime de change repose sur un ancrage à un panier de devises (40 % USD / 60 % EUR).

<sup>8</sup> Le pays occupe la 87<sup>ème</sup> position (sur 180) au classement 2021 du *Corruption Perceptions Index*, reculant de 8 places par rapport à 2019



fossile et l'exploitation de la plateforme gazière d'Anchois pourrait permettre au pays d'atteindre la souveraineté énergétique. Le Maroc a pour objectif la

neutralité carbone d'ici 2050. En 2021, le pays a revu à la hausse son objectif de réduction des GES à 45,5 % d'ici 2030 (42 % auparavant).

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**

*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*

as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer**

*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*

adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier**

*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*

victor.lequillier@bpifrance.fr

**Elsa Coffy**

*Economiste Stagiaire*

elsa.coffy@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

**Laetitia Morin**

*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*

laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau**

*Macroéconomie France, conjoncture ETI*

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.